



CAHIER DES CHARGES INTEGRANT LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Accord-cadre à bon de commande pour l'achat de pièges photographiques et accessoires associés

PROJET

Mise en œuvre du Plan Régional d'Actions en faveur du lynx pour le massif des Vosges

Marché public de fournitures

Accord cadre à bons de commande

Marché à procédure adaptée selon les articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique

Maître d'ouvrage :

Syndicat de Coopération pour le Parc naturel régional des Vosges du Nord (SYCOPARC)
Maison du Parc – 2 place du château
67290 LA PETITE PIERRE
Tél. 03 88 01 49 59

Echéance pour la remise des offres : 23 mai 2025 à 12h00

Avec le soutien financier de :



**Financé par
l'Union européenne**



1. CONTEXTE / SITUATION

Le Lynx est une espèce protégée menacée d'extinction sur le territoire français. Son état de conservation est considéré comme particulièrement critique dans les Vosges. Ainsi, un plan régional d'actions (PRA) en faveur du Lynx dans le massif vosgien a été élaboré pour une mise en œuvre sur la période 2020 à 2029. Ce PRA est aujourd'hui la déclinaison régionale du Plan National d'Actions pour le Lynx. L'objectif du PRA est de rétablir le Lynx boréal dans un état de conservation favorable dans le Massif des Vosges le plus rapidement possible et surtout de manière durable.

Dans cette perspective, les enjeux du PRA Lynx Vosges sont par ordre de priorité :

- Enjeu 1 : Faciliter la coexistence de l'espèce avec les activités humaines (chasse et élevage)
- Enjeu 2 : Restaurer la connectivité écologique entre massifs (Jura, Vosges, Palatinat, Forêt Noire) et maintenir un habitat favorable au sein du Massif des Vosges
- Enjeu 3 : Réduire la mortalité d'origine anthropique (collisions et destructions illégales)
- Enjeu 4 : Consolider le réseau d'observateurs et développer des coopérations (régionales et transfrontalières) pour un meilleur suivi et une meilleure protection du Lynx
- Enjeu 5 : Diffuser les connaissances sur le Lynx et sensibiliser le grand public aux enjeux liés à sa conservation.

La version finale du PRA Lynx Vosges est disponible ici :

<https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/pralynxmassifvosges2020def.pdf>

Au sein des différents enjeux et axes de travaux définis du plan régional, des documents d'information ou de sensibilisation vont être élaborés et diffusés à l'échelle du territoire du massif des Vosges. Le présent marché porte sur la conception de ces documents.

2. DESCRIPTION DE LA MISSION

2.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des charges concerne **l'achat et la fourniture de pièges photographiques et accessoires associés** pour le suivi des populations de Lynx Boréal au sein du Massif des Vosges.

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande afin de permettre au PNRVN de mener plusieurs campagnes d'acquisition et d'installation de pièges photographiques.

Une première campagne correspondant aux quantités minimales du marché a été déterminée.

Le marché étant passé sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, le PNRVN pourra procéder pendant toute la durée du marché à l'achat de pièges photographiques et matériels associés pour équiper les sites de suivi du Lynx boréal à l'échelle du massif vosgien. A cette fin, le prestataire indiquera dans son offre un prix par type d'équipement qu'il a la capacité de fournir pendant la durée du marché. Le prix indiqué sera contractualisé pour toutes les commandes passées via le présent accord cadre par le PNRVN.

Pour l'ensemble des pièges photographiques souhaités, les fonctionnalités listées ci-dessous sont attendues :

- Solidité et fiabilité
- Robustesse face aux intempéries, étanchéité
- Légèreté et facilité de transport et de mise en place

- Longévité de l'appareil et ses composants
- Facilité d'utilisation, Ergonomie
- Autonomie : utilisation (consommation électrique faible) et mémoire de stockage importante
- Discrétion : dimensions réduites, couleur camouflage et peu encombrant
- Prise de photo et de vidéo de jour et de nuit
- Qualité et netteté des photo et vidéo
- Adapté au chargement de carte SD
- Adapté aux piles et batteries rechargeables
- Ecran de prévisualisation
- Déclenchement rapide
- Champ de déclenchement large
- Portée de détection importante et réglable
- Portée du flash et d'éclairage importante
- Sensibilité correcte pour éviter les déclenchements intempestifs ; capteurs réglables

2.2. FONCTIONNALITES ET CARACTERISTIQUES ATTENDUES

Les caractéristiques attendues pour chaque piège photographique et chaque accessoire sont précisés au sein du BPU annexé au dossier de consultation et précisées ci-dessous pour chaque modèle.

Fonctionnalités recherchées par modèle :

- Appareil photographique de type Browning Spec Ops Elite HP5 ou modèle équivalent :
Fiabilité, robustesse, résolution d'image de qualité (24MP), facilité d'utilisation, installation facile, portée du flash InfraRouge, vitesse de déclenchement (0.1s), système d'éclairage LED, capacité de mémoire
- Appareil photographique de type Cudeback C 1 Flash ou modèle équivalent :
Robustesse, fiabilité, longévité, taille compacte, photo en couleur de nuit, portée d'éclairage (15m)
- Appareil photographique de type Coollife H953 ou modèle équivalent :
Qualité de photo et vidéo haute résolution diurnes et nocturnes (4K et 32MP) capacité de stockage, autonomie, consommation électrique faible, portée de déclenchement (35m), étanchéité, robustesse, LED noire et blanche, vitesse de déclenchement, prix
- Appareil photographique de type Coollife PH770 ou modèle équivalent :
Capacité de stockage, qualité de photo et vidéo haute résolution diurnes et nocturnes (4K et 32MP), netteté, vitesse de déclenchement ultra-rapide 0,1 s, une plage de détection 90° jusqu'à 25 m, lumières infrarouge, étanchéité, prix
- Appareil photographique de type NaturSpy Ursus ou modèle équivalent :
Robustesse, qualité vidéo image et vidéo diurne et nocturne HD (30MP), étanchéité, fiabilité, autonomie, portée de détection, LED infrarouge, prix
- Appareil photographique de type Zeiss secacam7 ou modèle équivalent :
LED noire, photo et vidéo de qualité, netteté, étanchéité, robustesse, champ de vision (60°), champ détection (50m), portée du flash (25m), réseau cellulaire, géolocalisation
- Appareil photographique de type CAMTRONCWIFI Solaire Wi-fi 4K ou équivalent :
Qualité photo et vidéo (46MP et 4K), panneau solaire amovible et déporté, fonction wifi, angle de prise de vue (60°), discrétion, design fin

- Fonctionnalités recherchées pour la Liseuse carte SD de type Visionneuse de carte SD double VU70 Trail et son étui de transport
 - Solidité et fiabilité
 - Robustesse face aux intempéries
 - Longévité
 - Légèreté ; taille réduite, peu encombrant, facilité de transport et de mise en place
 - Facilité d'utilisation, Ergonomie
 - Ecran 7 pouces
 - Qualité de l'écran
 - Capacité de stockage
 - Lecteur carte SD

- Pour le matériel associé aux appareils photographiques (caissons, câbles de fixation (type python), lanière de fixation, cadenas), les caractéristiques suivantes sont requises :
 - Solidité et fiabilité
 - Robustesse face aux intempéries
 - Longévité
 - Légèreté ; facilité de transport et de mise en place
 - Facilité d'utilisation, Ergonomie
 - Discrétion : taille réduite, couleur camouflage et peu encombrant

Livraison :

L'ensemble des équipements commandés devra être livré à l'adresse suivante :

Maison du Parc – Le château
2 place du château
 6790 LA PETTE-PIERRE

2.3. MAINTENANCE ET GARANTIE

Le prestataire s'engage à garantir son matériel **pour une durée minimale de 2 ans concernant les appareils photographiques et les piles lithium rechargeables.**

Le prestataire s'engage à garantir son matériel **pour une durée minimale de 5 ans concernant les cartes SD, les caissons, les câbles et cadenas.**

Pendant ces périodes de garantie, le prestataire s'engage, en cas de besoin, à dépanner ou remplacer le matériel défectueux à ses frais.

Dans le cadre de sa réponse au marché le prestataire devra indiquer ses délais d'intervention à compter de la constatation de la panne ou du dysfonctionnement.

Le prestataire s'engage à rendre disponible les pièces de rechange pour son matériel (batteries, pièces détachées, ...) pendant une durée minimale de 5 ans. Il indiquera, lorsque c'est possible, l'indice de réparabilité des différents pièges photographiques.

Le prestataire s'engage à mettre à disposition un service client et un service de maintenance en cas de problème matériel, sans coût supplémentaire.

3. ELEMENTS DE CADRAGE DE LA CONSULTATION

3.1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Le présent marché est lancé et exécuté par le Syndicat de Coopération pour le Parc naturel régional des Vosges du Nord (SYCOPARC) représenté par sa Présidente en exercice, Mme Nathalie MARAJO-GUTHMULLER, dûment habilité par la délibération du 6 avril 2024 portant délégation d'attribution du Comité Syndical à la Présidente.

3.2. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

Le marché est référencé MP N°2025-16.

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande, mono attributaire, de fournitures.

L'accord cadre est contractualisé sur la base des quantités minimales et maximales présentées au sein du BPU/DQE.

Seules les quantités minimales présentées dans le DQE du marché ont un caractère contractuel et engagent l'acheteur.

Les quantités maximales sont données à titre indicatif au sein du BPU. Aucune indemnisation n'est prévue en cas de non atteinte de ces quantités maximales.

3.3. MODE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est lancé selon une procédure adaptée définie par les articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

3.4. DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION

La durée du présent accord-cadre est fixée à 4 ans à compter de sa notification au titulaire.

Les délais d'exécution des prestations comprennent la livraison des fournitures demandées. Ils sont fixés par le candidat dans le cadre de sa réponse au marché. Les délais d'exécution ne pourront pas excéder 8 semaines maximum à compter de la notification du bon de commande au titulaire.

La durée d'exécution des bons de commande prendra fin lors de la réception par l'acheteur des pièges photographiques et accessoires associés.

3.5. SUBDIVISION DU MARCHE EN LOTS

Conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti car cela rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations.

3.6. TRANCHES OPTIONNELLES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Le présent marché ne comporte pas de tranche optionnelle ni de prestation supplémentaire éventuelle. S'il le juge utile le prestataire pourra, dans le cadre de son offre, proposer des prestations supplémentaires éventuelles.

3.7. VARIANTES

Après avoir répondu à la commande principale, le candidat pourra s'il le juge utile, proposer des variantes.

4. **CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

4.1. DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

La durée de validité des offres est fixée à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres. Passé ce délai, l'entreprise est tacitement déliée de ses engagements.

4.2. LANGUE DU MARCHE

Les pièces remises à l'appui des candidatures et des offres, ainsi que toutes correspondances relatives au présent marché devront être rédigées en langue française.

Dans le cas où un document serait rédigé en langue étrangère, le titulaire doit fournir une traduction en langue française à l'appui de ce document.

4.3. UNITAIRE DU MARCHE

L'unité de compte dans laquelle devra être exécuté le marché est l'Euro (€).

5. **DOSSIER DE CONSULTATION ET PRESENTATION DES OFFRES**

5.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le Dossier de Consultation des Entreprises est composé des pièces suivantes :

- le Cahier des Charges incluant règlement de consultation
- le Bordereau des Prix unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- l'Acte d'Engagement (AE)

5.2. CONDITIONS DE RETRAIT DU DCE

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise>

En cas de difficultés constatées dans l'accès au dossier, merci de bien vouloir contacter les services du Parc naturel régional des Vosges du Nord via l'adresse courriel suivante :

a.surget@parc-vosges-nord.fr

5.3. MODIFICATIONS DE DETAIL DU DCE

Les acheteurs se réservent le droit d'apporter au plus tard dans les dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications seront signifiées aux candidats, ayant laissé leurs coordonnées via le profil acheteur. Si une telle modification devait intervenir, une prolongation du délai de remise des offres sera

étudiée par les acheteurs. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à une date ultérieure, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.4. DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

Les candidats devront produire les pièces suivantes :

- une lettre de candidature et, en cas de groupement, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants complétées, datées et signées (imprimé DC1 ou tout document, éventuellement établi sur papier libre);
- les attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité professionnelle en cours de validité ;
- la déclaration du candidat (formulaire DC2 ou équivalent) entièrement complétée, datée et signée comportant :
 - identification du candidat (nom, adresse, numéro d'enregistrement),
 - montant du chiffre d'affaires global de l'entreprise réalisé sur les 3 dernières années et la part (%) du chiffre d'affaire concernant l'activité concernée par le marché,
 - copie, le cas échéant, du jugement prononçant le redressement judiciaire,
 - renseignements relatifs aux moyens techniques et humains du candidat,
 - capacités professionnelles des candidats à réaliser les prestation appréciée à partir de références contrôlables,

Le candidat peut substituer aux formulaires DC1 et DC2 le document unique de marché européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par les acheteurs. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.5. DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE

Dans le cadre de son offre, le candidat devra remettre :

UN DOSSIER ADMINISTRATIF comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) dûment complété, daté et signé par une personne habilitée, sans aucune modification ni réserve, aucune offre partielle n'étant acceptée ;
- Le cahier des charges, daté, paraphé et signé ;
- Le Bordereau des Prix unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) complétés et signés ;

UN DOSSIER TECHNIQUE comprenant :

- La présentation de l'entreprise, de ses compétences (2 A4 R/V maximum) et ses références.
- Une note méthodologique présentant l'ensemble des dispositions que le candidat souhaite mettre en œuvre pour répondre aux besoins et attentes présentés dans le cadre du cahier des charges. La note devra également présenter :
 - La durée des garanties des équipements
 - Une présentation du service client et de maintenance proposé

- Les délais de livraison maximum à partir de la date de réception des bons de commande (délais d'exécution des bons de commande).
- Les fiches techniques correspondant aux produits proposés par le candidat.

6. **MODALITES DE REMISE ET D'ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

6.1. JUGEMENT DES CANDIDATURES

Seront éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires.

Le jugement des candidatures sera réalisé à partir des éléments suivants :

- Capacité financière suffisante,
- Capacités techniques suffisantes pour assumer la mission,
- Capacités professionnelles du candidat,

Si, au vu des informations mentionnées dans les pièces remises par le candidat, sa capacité professionnelle, économique et financière et/ou sa capacité technique n'apparaît pas suffisante, sa candidature ne sera pas retenue.

6.2. JUGEMENT DES OFFRES

L'analyse des offres, proprement dite, sera effectuée, dans les conditions prévues le code de la commande publique, en fonction des critères pondérés exposés ci-dessous :

- **Valeur technique de l'offre (40%)** appréciée en fonction du critère suivant :
 - Critère technique sur la base de la note méthodologique et des fiches techniques proposées : 30 %
 - Critère technique sur la base de la présentation de l'entreprise, ses compétences et ses références : 10%
- **Prix de l'offre (60%)**

La note prix sera calculée **sur la base des quantités minimales** contractualisées présentées dans le DQE du marché, par application de la formule suivante :

La formule retenue pour le calcul du critère prix est la suivante :

$$\text{Note de l'offre étudiée} = \frac{\text{Montant de l'offre moins disante}}{\text{Montant de l'offre étudiée}} \times 60$$

Les offres seront classées dans l'ordre décroissant du résultat obtenu par l'addition de la note de valeur technique pondérée et de la note du prix pondérée.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtient le résultat le plus élevé à l'addition suivante : note de l'offre financière pondérée + note de la valeur technique pondérée. En présence de deux candidats qui obtiendraient une note de valeur technique identique, l'offre la moins disante sera retenue, sans application de la formule.

Les offres de prix seront appréciées au regard du montant total TTC.

6.3. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES ET MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES

Les offres doivent être remise à l'acheteur au plus tard le **23 mai 2025 à 12h**

Le pouvoir adjudicateur acceptera uniquement la transmission des documents par voie électronique sur le profil acheteur : <https://alsacemarchespublics.eu>

Les fichiers déposés devront être compatibles avec les formats suivants :

- PDF,
- Excel,
- Word,
- JPEG.

7. MODALITES DE NEGOCIATION

A l'issue d'une première analyse et d'un premier classement des offres, une négociation pourra, si elle est jugée pertinente, être menée avec les 3 candidats les mieux positionnés au regard du premier classement.

Cette négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre, dont le prix. Elle pourra être effectuée par échange de mails ou courriers, ou dans le cadre d'une réunion. Dans ce dernier cas, les candidats concernés seront conviés au minimum 72 heures avant la date fixée pour la réunion.

8. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

En fonction des besoins, et au regard des conditions contractualisées avec le prestataire dans le cadre du marché (prix, délais de livraison ...), l'acheteur procédera à l'émission de bons de commande signés par ses soins.

Les bons de commande présenteront notamment :

- > un numéro d'identification qui devra être rappelé lors de la facturation,
- > l'intitulé/l'identification du matériel commandé,
- > les quantités commandées,
- > les prix unitaires et/ou forfaitaires,
- > l'adresse de livraison des prestations,
- > les délais de livraison des prestations.

Chaque bon de commande sera notifié au titulaire par mail avec accusé de réception. Le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande.

Les bons de commande sont signés par une personne habilitée. Toute demande faite dans d'autres conditions n'engage pas l'acheteur.

La période de validité des bons de commandes court à compter de la notification du marché jusqu'à la date de fin de marché.

9. PRIX / REGLEMENT / FACTURATION

9.1. ETABLISSEMENT DU PRIX

Le prestataire sera rémunéré sur la base des prix unitaires présentés par ses soins au bordereau des prix unitaires du marché. Les prix sont révisibles réputés complets et comprennent l'ensemble des prestations définies dans le présent cahier des charges, ainsi que l'ensemble des charges fiscales, parafiscales et frais annexes (déplacements, repas, participations aux réunions, copies, affranchissement...) liés à l'exécution de ces prestations. Les prix sont actualisables

9.2. REVISION DU PRIX

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ». Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de la signature du marché par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (Im/Io)$$

selon les dispositions suivantes :

- Pr : Prix révisé
- Po : Prix initial du marché
- Im : Valeur de référence du mois de révision de prix
- Io : Valeur de référence du mois de remise des offres

L'index de référence I est l'index BtoB (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services).

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

9.3. MODALITES DE REGLEMENT

Chaque bon de commande donne lieu à des prestations propres pouvant faire l'objet d'une réception et d'un règlement définitif dès réalisation des prestations.

Les demandes de paiement seront à déposer sur la plateforme CHORUS pro et devront en parallèle être envoyée par mail au référent du projet pour vérification (Mme Sandrine FARNY s.farny@parc-vosges-nord.fr).

Outre les mentions légales, les factures devront comporter les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- La mention « PRA Lynx Boréal »
- La mention du bon de commande concerné par la facturation « Bon de commande N°XX »,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- La nature et le détail précis des prestations,
- La désignation de l'organisme débiteur,

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre à bons de commande, hors TVA,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées,
- La date de facturation.

Les factures seront déposées sur la plateforme CHORUS pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>
 N° siret du Sycoparc : 25670069100015, pas de numéro d'engagement, pas de code service.
 Les factures et autres demandes de paiement devront être adressées à :

Parc naturel régional des Vosges du Nord / SYCOPARC
Maison du Parc / Le Château
2 place du château
67290 LA PETITE-PIERRE

9.4. PAIEMENT

Le prix de règlement est établi TTC, en tenant compte, le cas échéant, des pénalités prononcées. Le taux de TVA applicable lors de la facturation est celui en vigueur au moment du fait générateur de la taxe.

Le paiement des sommes dues interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture par l'entité publique concernée. Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique par mandat administratif et virement bancaire, dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

En cas de dépassement du délai global de paiement, des intérêts moratoires seront versés au titulaire du marché sur la base du taux d'intérêt légal en vigueur.

9.5. AVANCES ET ACOMPTES

Le titulaire du marché ne pourra pas bénéficier d'avance au marché.

Le titulaire du marché pourra, sur justificatifs fournis par ses soins, prétendre au versement d'acomptes.

10. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES – CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent marché pourra être modifié dans les conditions suivantes :

- Dans la mesure où des services supplémentaires non prévus au marché initial s'avèreraient nécessaires, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques (article R2194-2 du code de la commande publique),
- En cas de circonstances imprévues non prévisibles (article R2194-5 du code de la commande publique),
- En cas de modification non substantielle (article R2194-7 du code de la commande publique),
- En cas de modification de faible montant (article R2194-8 du code de la commande publique).

Les éventuelles modifications ne pourront avoir pour objet de compenser des surcoûts induits par une défaillance ou un manque de diligence du titulaire.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans l'autorisation préalable de l'acheteur.

Les prestations supplémentaires ou modificatives, non prévues au marché initial, devront faire l'objet d'un chiffrage par le titulaire en amont de leur réalisation. Les prestations supplémentaires ne pourront être réalisées par le titulaire qu'après accord explicite écrit de l'acheteur via l'émission d'un ordre de service ou la réalisation d'un avenant.

11. PENALITES

Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 100,00 €.

Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1.0/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-FCS.

12. MODALITES DES RECOURS CONTENTIEUX

La présente consultation pourra faire l'objet d'un référé, conformément à l'article L. 551-1 et 551-14 du Code de Justice Administrative (C.J.A). Par ailleurs, tout concurrent évincé du marché est recevable à former devant le juge administratif un recours de pleine juridiction contestant la validité du marché – ou de certaines de ses clauses qui en sont divisibles – assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires. Ce recours du candidat évincé devra être exercé dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification, conformément à l'article R.421-1 et 3 du Code de Justice Administrative.

Enfin, d'une manière générale, toutes les difficultés, litiges ou contestations qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du marché seront de la compétence exclusive du tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la paix 67300 STRASBOURG CEDEX) si les parties n'ont pu trouver un règlement amiable.

13. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront s'adresser aux services suivants :

Renseignements administratifs :

Monsieur Antoine SURGET

Chargé de mission projets européens et commande publique

Courriel : a.surget@parc-vosges-nord.fr

Renseignements techniques :

Sandrine FARNY – s.farny@parc-vosges-nord.fr

Afin de maintenir une stricte égalité entre les candidats, il ne sera répondu par téléphone qu'aux questions élémentaires d'ordre administratif.

Toutes les demandes de renseignements d'ordre technique adressées en temps utile par les candidats au pouvoir adjudicateur et les réponses correspondantes se feront obligatoirement par écrit. Les réponses aux questions posées par un candidat seront communiquées à tous les candidats, qui auront laissé leurs coordonnées à la collectivité.

14. DEROGATIONS AU CCAG-FCS 2021

L'article 10 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

<p>Le</p> <p>A.....</p>	<p>Le candidat</p> <p>Cachet et signature</p>
-------------------------------	---

faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »